Il faut réduire l'imposition, pas l'augmenter !

Les Echos Vendredi 29 et samedi 30 mai 2020

La crise du Covid-19 a réveillé dans le débat fiscal un réflexe compulsif très français : il faudrait envisager des hausses d'impôts pour à la fois financer les mesures de soutien à l'économie et réduire les inégalités. Nous considérons au contraire que l'urgence demeure pour notre pays de réduire la taxation à la fois pour augmenter l'offre et la demande globales puis, dans un second temps, la part de la dépense publique dans le PIB, ce qui appelle une réforme de l'Etat. L'ampleur de la récession (10 % de baisse du PIB en 2020, sinon plus) renforce cette urgence.

Rappelons tout d'abord que, parmi les 36 pays de l'OCDE, la France est celui dans lequel l'imposition et la dépense publique (en pourcentage du PIB) sont les plus élevées. C'est aussi très probablement celui dans lequel la redistribution est la plus forte. Faut-il toujours se considérer comme un village gaulois ignorant superbement le reste du monde ? Pourquoi ne pas plutôt prendre inspiration des pays qui, à la fois (avant la crise du Covid-19) sont moins inégalitaires que nous le sommes, bénéficient d'un niveau de vie économique moyen égal ou supérieur au nôtre et connaissent des taux d'imposition et de dépenses publiques plus faibles que chez nous ? C'est notamment le cas des pays nordiques et scandinaves. Cette comparaison pourrait nous inciter à renforcer l'efficacité de l'Etat et des interventions publiques, ce qui financerait la revalorisation des salaires des agents concernés tout en régulant nos dépenses.

Dans le contexte actuel du Covid-19, la priorité économique est celle du rebond des personnes qui vont perdre

leur emploi ou des entrepreneurs qui vont perdre leur entreprise et se retrouver démunis. Une hausse de la taxation des entreprises et des ménages serait suicidaire.

Vague des faillites

Concernant les entreprises, la baisse du chiffre d'affaires et le coût de la distanciation physique nécessaire pour des raisons sanitaires entraînent une chute des profits et une hausse de l'endettement. La vague des faillites a déjà commencé, et elle devrait toucher son point haut après les vacances de cet été.

La France est le pays de l'OCDE dans lequel l'imposition et la dépense publique sont les plus élevées.

Rétablir l'ISF c'est marquer un but contre son camp.

Afin de limiter les conséquences de la crise sur notre future prospérité, il convient de soulager fiscalement les entreprises des impôts dont un grand nombre d'études ont montré que certains ont des effets particulièrement délétères sur la compétitivité et l'emploi. C'est le cas des impôts de production dont la C3S. Leur abaissement était déjà prévu par le gouvernement. Il s'agit de l'amplifier dans le cadre de la loi de finances 2021.

Concernant les ménages, il faut tout faire pour que leur consommation con-

tribue au rebond économique. Leur épargne est au plus haut, du fait du confinement mais aussi de la peur sanitaire et des mauvaises perspectives économiques. Il serait contre-productif de contrecarrer le redémarrage de la consommation par un discours ambigu et anxiogène sur les impôts. Il faut donner l'assurance aux ménages que la fiscalité n'augmentera pas en 2020 et 2021. Il faut même encourager la consommation par des mesures administratives sans coût pour les finances publiques, comme l'autorisation de périodes exceptionnelles de soldes ou d'ouverture des commerces le dimanche, l'affluence dans les magasins demeurant parfois limitée par des dispositions sanitaires.

L'ISF, un but contre son camp

Enfin, la réindustrialisation de l'économie française et l'intensification de l'effort d'innovation, que chacun s'accorde à reconnaître comme indispensables, seraient rendues impossibles par une hausse de la fiscalité sur le capital. Réintroduire l'ISF ou rendre progressive la fiscalité sur le capital consisterait à marquer un but contre son camp, contre la France. Cela diminuerait l'appétence à investir et les financements disponibles pour les entreprises, de plus à une époque où leur structure de bilan est fortement dégradée. Et cela contribuerait à faire passer les entreprises françaises dans des mains étrangères...

Nicolas Bouzou est essayiste, fondateur d'Astères.

Gilbert Cette est professeur associé à l'université d'Aix-Marseille.